



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement
Direction des Monuments et Sites

DEMANDE DE SUBVENTION POUR DES FRAIS
DE CONSERVATION RELATIFS AU

PETIT PATRIMOINE

(Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
du 24 juillet 2010 - M.B. du 6 juillet 2010)

Formulaire à renvoyer au :
Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale - AATL - Direction des Monuments et Sites
rue du Progrès 80 bte 1, 1035 Bruxelles

CADRE I - Identité du bénéficiaire

PERSONNE PHYSIQUE

NOM, Prénom :
Adresse :
Code postal : Localité :
Téléphone : Fax :
Courriel :

PERSONNE MORALE

Nom et raison sociale :
NOM, Prénom du représentant légal :
Statut (*joindre les attestations nécessaires*) :
Adresse :
Code postal : Localité :
Téléphone : Fax :
Courriel :

PERSONNE DE CONTACT :

NOM, prénom :
Téléphone :
Courriel :

TITULAIRE D'UN DROIT SUR LE BIEN (PRÉCISER)

propriété	superficie
usufruit	concession
emphytéose	bail commercial

CADRE II - Localisation du bien pour lequel la subvention est demandée

Rue :, n°
Code postal : Commune :
Cadastré : section,ème division, parcelle(s) n°
ce bien est repris dans un périmètre de revitalisation d'un quartier en vigueur ⁽¹⁾
ce bien figure sur la liste de sauvegarde (arrêté du) ou fait l'objet d'un arrêté
d'entame de la procédure d'inscription sur la liste de sauvegarde – *Préciser la date de l'arrêté.*

(1) en vertu de l'article 10 alinéa 2, b) de l'arrêté, une majoration de 25 % du taux de la subvention est accordée aux bénéficiaires privés dans ce cas.

CADRE III - Nature et montant estimé des travaux

Nature des éléments de petit patrimoine concernés par les travaux à effectuer (description succincte)

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Montant estimé, hors TVA, des travaux subsidiables (*joindre le(s) devis*)

.....
.....

CADRE IV - Calcul de la subvention

Cadre à compléter par tous les bénéficiaires publics et par les bénéficiaires privés qui remplissent les conditions de revenus décrites ci-dessous

LE DEMANDEUR (VOIR CADRE I) EST UN BÉNÉFICIAIRE PUBLIC :

commune.

CPAS.

société immobilière de service public.

administration chargée de la gestion du temporel d'un culte reconnu ou établissement chargé de la gestion des intérêts matériels et financiers d'une communauté philosophique non-confessionnelle reconnue.

école de l'enseignement organisé ou subventionné par les pouvoirs publics.

personne morale de droit public subordonnées de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'une de ses communes.

LE DEMANDEUR (VOIR CADRE I) EST UN BÉNÉFICIAIRE PRIVÉ : ⁽²⁾

personne physique dont les revenus sont inférieurs à 40.000 euros brut augmentés de 2.500 euros par personne à charge (*joindre le dernier avertissement extrait de rôle et une composition de ménage du bénéficiaire délivrée par l'administration communale du lieu de résidence depuis moins de trois mois*).

(2) à compléter pour bénéficier de la majoration de 25 % prévue à l'article 10, alinéa 2,a)

LE DEMANDEUR DÉFINI AU CADRE I DÉLÈGUE :

- la maîtrise d'ouvrage
- les contacts avec l'administration
- le bénéfice de la subvention (voir cadre VI)

à la personne physique ou morale décrite ci-dessous :

PERSONNE PHYSIQUE

NOM, Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

Téléphone : Fax :

Courriel :

PERSONNE MORALE

Nom et raison sociale :

.....

NOM, prénom du représentant légal :

Statut (*joindre les attestations nécessaires*) :

.....

Adresse :

Code postal : Localité :

Téléphone : Fax :

Courriel :

PERSONNE DE CONTACT :

NOM, prénom :

Téléphone :

Courriel :

AGISSANT EN QUALITÉ DE :

- locataire
- occupant
- représentant des copropriétaires (syndic)
- autre (*préciser*) :

CADRE VI - Liquidation de la subvention

La subvention devra être liquidée au n° de compte bancaire suivant :

IBAN :

BIC :

nom et adresse du titulaire :

.....

.....

Assujettissement à la TVA : oui N°

non

CADRE VII - Documents à joindre au présent formulaire

- une description succincte de l'objet de la demande ;
- copie du permis délivré ou de l'accusé de réception de la demande de permis, si un permis est nécessaire;
- au moins une photo couleur récente de bonne qualité de la façade ou du jardinet de l'immeuble concerné ;
- au moins une photo récente de bonne qualité de l'élément du petit patrimoine concerné ;
- tout document graphique pouvant être utile à la bonne compréhension de la demande ;
- devis de(s) (l)'entreprise(s) ou du (des) bureau(x) d'études chargé d'effectuer les études, actes ou travaux ;

- En cas de demande d'une prime 'Logement' pour le même immeuble
(Prime à l'embellissement des façades ou prime à la rénovation de l'habitat) :

- Copie de la demande ou n° de dossier, et date d'introduction :

- En cas de demande de taux majoré prévu à l'art. 10, alinéa 2 a) de l'arrêté (voir cadre IV) :

- le dernier avertissement extrait de rôle ⁽³⁾
- une composition de ménage du bénéficiaire délivrée par l'administration communale du lieu de résidence depuis moins de trois mois⁽³⁾.

(3) Lorsque ces documents valides ont déjà été fournis dans un dossier de demande de primes 'Logement', une copie de ces derniers suffit, ou le n° du dossier 'Logement'.

CADRE VIII – A REMPLIR PAR LE SERVICE URBANISME DE LA COMMUNE ⁽⁴⁾

Les travaux envisagés, décrits au cadre III, sont / ne sont pas subordonnés à la délivrance d'un permis d'urbanisme

Date

Signature

Cachet

Nom du fonctionnaire

(4) ou de la Région, lorsqu'elle est compétente pour la délivrance du permis.

CADRE IX - Déclarations complémentaires

*Je soussigné,, bénéficiaire (cadre I)
déclare (ne pas) solliciter d'autre(s) aide(s) financière(s) publique(s) pour les mêmes travaux.*

Non

Oui ⇨- Type d'aide :

- date d'introduction de la demande :

Je déclare avoir pris connaissance des prescriptions de l'arrêté et n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le présent projet.

Je certifie que les renseignements repris au présent formulaire sont sincères et exacts.

Date

Signature du bénéficiaire mentionné au cadre I

EN CAS DE DÉLÉGATION (CADRE V) :

*Je soussigné,
déclare avoir pris connaissance des prescriptions de l'arrêté et n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le présent projet.*

Je certifie que les renseignements repris au présent formulaire sont sincères et exacts.

Date

Signature de la personne déléguée par le bénéficiaire